

CCAS DE LEZIGNAN-CORBIERES
DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nombre d'administrateurs en exercice : 16

Nombre de d'administrateurs présents : 10

Nombre de votants : 12

Date de la convocation : 1er avril 2023

L'an deux mille vingt-trois et le 5 avril à 16 heures, le conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Lézignan Corbières s'est réuni dans la salle Gibert annexe de la maison commune sous la présidence de Monsieur Gérard FORCADA, Président du CCAS.

Etaient présents : M Gérard FORCADA ; Mme Bernadette FALCONETTI ; Mme Monique PUJAU ; Mme Suzanne HERNANDEZ ; Mme Marie-Claude MARTINEZ ; M. Freddy NOLOT ; M. Michel MASUYER ; M. Jean-Paul PUJOL ; Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ ; Mme Christine BENET ; M. Denis ROUSSEAU.

Absents excusés : M Bernard BLANC ; M Thierry CAUMEIL ; Mme Jacqueline TESSARO ; Mme Mireille SANTINI.

Avaient donné procuration :

Mme Chantal JAOUL à Mme Bernadette FALCONETTI

Mme Sylvie DANRE à M. Jean-Paul PUJOL

Date de publication : 11 avril 2023

Secrétaire de séance : M. Jean Marc LIMON

Objet : Dématérialisation des actes du CCAS

La loi « Engagement et proximité » du 27 décembre 2019 a modifié les règles de publicité des actes administratifs et imposé pour règle de droit commun la dématérialisation. Cette réforme est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2022.

Ce nouveau mode de traitement impose la mise en place d'un nouveau dispositif dénommé « @ctes » permettant l'envoi dématérialisé et sécurisé des documents soumis au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire.

Pour les communes de plus de 3 500 habitants, les CCAS doivent acquérir un certificat distinct de celui de la commune.

Pour répondre à cette obligation légale, une solution de dématérialisation en mode Saas (sans installation sur le serveur de la Mairie) développé par la société SRCI (plateforme de dématérialisation iXBus) sera mise en place.

Lors de sa mise en place, cette solution coûtera 1 164 € (en 2023) correspondant au paramétrage, à une formation de l'utilisateur et à l'abonnement annuel. Les années suivantes, seul l'abonnement annuel sera à régler soit 180 € TTC.

La mise en œuvre de cette dématérialisation nécessitant la signature d'une convention entre le représentant de l'Etat le Président du CCAS, il est demandé au conseil d'administration

- 1) D'acter le principe de l'obligation légale pour le CCAS de mettre en place la transmission dématérialisée des actes soumis à publicité
- 2) D'approuver la signature de la convention dont le projet a été joint à l'ordre du jour de la séance
- 3) De donner tous pouvoirs au Président du CCAS pour accomplir les formalités nécessaires à ce dossier.

Décision :

Vu la loi « Engagement et proximité » du 27 décembre 2019

Vu l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021

Vu le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021

CONSIDERANT l'obligation légale de télétransmettre les actes au contrôle de légalité,

CONSIDERANT que cette dématérialisation nécessite la signature d'une convention avec le représentant de l'Etat,

CONSIDERANT que le coût de la mise en place de cette obligation est de 1 164 € la première année puis 180 € TTC les années suivantes.

Le Conseil délibère et par vote à main levée à l'unanimité

- 1) ACTE le principe de l'obligation légale pour le CCAS de mettre en place la transmission dématérialisée des actes soumis à publicité
- 2) APPROUVE la signature de la convention dont le projet a été joint à l'ordre du jour de la séance
- 3) DONNE tous pouvoirs au Président du CCAS pour accomplir les formalités nécessaires à ce dossier.

Fait et délibéré le jour, an et mois susdits.

Le Président du CCAS

Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-261100218-20230421-20203-06-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 21/04/2023

Publication : 25/04/2023

Le Président du CCAS Gérard FORCADA